

« Les catastrophes climatiques touchent tout le monde. »

*Dans le délire du cyclone, les habitants du Quartier
priront d'assaut les boutiques encore indemnes
parce que quand le vent arrive, il arrive pour tout le monde.*

Giosuè Calaciura, *Borgo Vecchio*, 2017

Une catastrophe climatique pourrait ne pas faire de différence entre les gens : lorsqu'elle survient, on peut penser que tout le monde est touché et que les fractures entre riches et pauvres sont balayées par l'ampleur du désastre. Or tout le monde n'est pas logé à la même enseigne face à une catastrophe climatique. L'exposition diffère selon une multitude de critères qui couvrent à la fois les inégalités de revenus, les mémoires du risque, les sites... Il est ainsi très difficile d'énoncer des généralités.

On peut penser de prime abord que les personnes pauvres sont plus vulnérables que les personnes aisées. Pascal Acot, historien des sciences, prend quelques exemples. Il rappelle que la ville de Chicago a connu une canicule en juillet 1995. Les températures sont montées à 46 °C. Ce sont ici les pauvres qui ont payé le plus lourd tribut avec 730 morts. En 2003, pendant la canicule en France, les différences sont notables entre les départements avec un taux de surmortalité fort là où vivent des populations moins aisées (171 % de décès surnuméraires en Val-de-Marne). Il montre aussi que les cyclones Ivan et Jeanne en 2004 ont fait 2 000 morts en

Haïti mais aucun à Cuba. Ce sont notamment les conditions de vie des Haïtiens qui expliquent ce bilan humain : presque 30 % des habitants cuisent leurs aliments à l'aide de charbon de bois. Cette utilisation, en l'absence d'accès à d'autres combustibles, participent de la déforestation qui peut accroître le ruissellement et donc les coulées de boue en cas de fortes précipitations au passage d'un ouragan.

Mais la pauvreté n'est pas forcément le seul critère de vulnérabilité face à une catastrophe climatique. D'autres facteurs entrent en jeu. Face à une tempête ou un cyclone, est-on plus vulnérable dans une riche construction en dur, plus résistante mais chère à entretenir voire réparer, ou dans une maison moins stable mais plus facile à reconstruire ? Au Vietnam par exemple, les maisons des classes aisées étaient en bois, résistantes à certaines catégories de typhons. L'habitat des paysans en bambou, chaume et terre, était détruit plus facilement mais aussi plus facile à reconstruire, il coûtait peu d'argent. À partir des années 1980, l'habitat rural s'est petit à petit transformé mais les matériaux choisis (toits en tuile) rendent les constructions aussi, voire plus, vulnérables. Le vent peut en effet soulever les tuiles et faire des victimes.

Plus précisément, dans le rapport de l'ONU « The Human Cost of Weather-Related Disasters », entre 1995 et 2015, il apparaît que le nombre de morts lors d'une catastrophe climatique est élevé pour les classes moyennes inférieures (50 %, soit plus de 300 000 morts) et pour les personnes à hauts revenus (31 %), contre 9 % pour les personnes à faibles revenus.

Les rivages littoraux ou fluviaux sont aujourd'hui très attractifs. Dans des situations différentes, ces espaces attirent

les personnes occupant des métiers à faible revenus (agriculture sur des terres fertiles proches de l'eau) et à hauts revenus (aménité environnementale, contemplation de l'eau). Et ce sont précisément ces espaces qui peuvent être touchés par les inondations, responsables de près de la moitié des morts parmi toutes les catastrophes climatiques considérées par l'ONU sur la période. À moins de considérer que les inondations ne sont pas des catastrophes climatiques et qu'il s'agirait d'un abus de langage ? Car de fortes précipitations et/ou une fonte des neiges, selon les bassins-versants, ne génèrent pas forcément des inondations... Tout est aussi une question d'aménagements.

C'est plutôt une question d'assurance, de prise en charge des dommages et surtout de possibilité d'être protégé lors de l'événement qu'une question matérielle. C'est aussi une question de culture et de mémoire du risque : l'habitat n'est pas « en soi » vecteur de sécurité ou insécurité face à un événement climatique. Le comportement des personnes est clé, informées, ou non, par une certaine habitude et connaissance du risque. On peut habiter une maison très luxueuse et être malheureusement tenté de prendre sa voiture pour mettre celle-ci à l'abri – ce qui est tout à fait déconseillé en cas d'inondation.

Dans certains territoires proches des fleuves en Inde, les constructions étaient pensées comme temporaires, bâties sur des îles ou zones en terre plus loin dans la plaine fluviale, qui se reconfiguraient après les crues lors de la mousson estivale. Le risque inondation n'était donc pas vu, sauf cas extrême, comme une catastrophe dans la mesure où les sociétés paysannes étaient adaptées à cette variabilité hydro-climatique. Après des endiguements massifs, prônés par les Anglais, les

vulnérabilités ont augmenté. Même si les inondations ne sont plus annuelles, elles peuvent tout de même certaines années dépasser les digues (l'eau peut aussi stagner entre les digues et moins s'écouler) et venir détruire des constructions qui sont moins adaptées car pensées comme fixes.

L'exposition différenciée à une catastrophe climatique est également plus politique qu'il n'y paraît. Si des constructions ont été autorisées dans des zones à risque, c'est grâce à un accord politique. Il n'est certes pas simple de savoir si le risque, à l'époque, était connu ou non des décideurs mais il est certain qu'*a posteriori*, il est souvent frappant de constater à quel point l'événement climatique a révélé des incuries dans la gestion politique du territoire, sur un temps plus ou moins long. Prenons un exemple.

En 2011, la Thaïlande a connu de sévères inondations, particulièrement dans la capitale Bangkok. Ces inondations font suite à des précipitations abondantes, de 43 % supérieures entre mai et octobre à la moyenne entre 1982 et 2002. Ces totaux de précipitations n'étaient cependant pas les plus importants depuis 1982. Comment expliquer alors la gravité de l'inondation dans la capitale, avec environ 800 morts et plusieurs millions de personnes affectées ? Nous suivrons ici l'analyse de Danny Marks, géographe, montrant que des choix politiques sont en grande partie à l'origine de la catastrophe et ont exposé certains habitants plus que d'autres.

Sur le temps long, il faut rappeler que Bangkok, fondée en 1782, s'est développée dans une plaine inondable. Mais les habitants vivaient avec une certaine habitude de l'inondation au point de parler d'une culture « amphibie ». En outre, le drainage des bassins-versants était assuré par des canaux utilisés aussi pour l'agriculture. L'urbanisation de

la ville s'est accélérée après la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs entreprises locales et multinationales se sont installées dans l'aire urbaine, mangeant sur des terres agricoles. Les canaux de drainage ont été détruits ou peu entretenus et l'imperméabilisation des sols a augmenté. La pression des lobbys industriels a permis de déclasser des zones inondables en zones constructibles. Mais l'urbanisation massive a aussi eu pour effet d'accroître les prélèvements en eau dans la nappe phréatique et d'accélérer la subsidence de la ville, soit son enfoncement progressif. Ainsi, un rapport de la Banque mondiale estime que les coûts pour faire face aux inondations vont augmenter, parce que la ville sera de plus en plus habitée, 70 % seraient liés à la subsidence de la ville en 2050.

Petit à petit s'est accrue la vulnérabilité de certains quartiers de la ville aux inondations. Près des industries dans les zones périurbaines se sont aussi installées des personnes à faibles revenus, où les protections contre les inondations n'ont pas été très développées.

L'exposition de la ville au risque inondation est bien connue des autorités. Un arsenal de mesures a été mis en place, comme des barrages, digues et tunnels d'évacuation des eaux d'inondations. Mais elles ont été faites pour protéger principalement le centre-ville, lieu du palais, des centres commerciaux et d'immeubles pour personnes aisées. Les constructions ont ainsi été renforcées dans cette partie de la ville, notamment en 1983 avec la digue du roi, longeant les extrémités nord et est de la ville, puis en 1995 et 2006, au détriment de l'entretien ou de l'aménagement d'autres installations comme les canaux de drainage.

Les conditions d'une catastrophe étaient donc réunies, spatialement déterminées et politiquement construites.

Mais le recul historique ne suffit pas pour expliquer la sévérité de l'inondation à l'automne 2011. En effet, à la mi-octobre, alors que les eaux continuaient à gagner du terrain sur la ville, les mesures pour protéger le centre ont été renforcées (construction de murs et fermetures de portes). Les eaux se sont alors répandues dans les quartiers nord et est de la ville. Plusieurs habitants de ces quartiers, situés au-delà de la digue du roi, se sont exprimés publiquement et ont accusé le gouvernement à travers des mobilisations et pétitions. En novembre, dans différents quartiers, des habitants se sont rassemblés pour démolir des digues qui protégeaient les quartiers centraux au détriment des leurs où l'eau stagnait. Au même moment, le 20 novembre, le Premier ministre affirmait que l'inondation avait été contenue dans le centre-ville, ce qui était un succès. Le privilège des grands, n'est-ce pas « de voir les catastrophes d'une terrasse », comme écrivait Jean Giraudoux dans *La Guerre de Troie n'aura pas lieu* ?

Alors que certains membres du gouvernement accusaient la nature et le changement climatique d'être responsables du désastre, il est manifeste que des choix politiques ont généré ces inondations, outre des précipitations importantes. L'événement climatique, parfois extrême, ne génère une catastrophe que dans la mesure où certains habitants, ici plus pauvres, ont été mis en situation de vulnérabilité. Si l'inondation pouvait potentiellement toucher tout le monde et toute la ville, les choix d'aménagement sur le temps long et court sont à prendre en compte pour comprendre pourquoi la ville a été inégalement exposée en 2011.